

LIBAN

Les attaques contre les travailleurs syriens doivent cesser et leurs auteurs présumés doivent être traduits en justice

Index AI : MDE 18/004/2005

ÉFAI

Jeudi 21 avril 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est extrêmement préoccupée par les informations selon lesquelles plusieurs dizaines de Syriens travaillant au Liban ont été tués et un très grand nombre d'autres ont été la cible de passages à tabac, de tirs, de menaces ou de vols depuis l'assassinat, le 14 février 2005, de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. L'organisation lance un appel en faveur de l'arrêt immédiat des attaques xénophobes et demande aux autorités libanaises de mener des enquêtes exhaustives sur ces actes, de traduire leurs auteurs présumés devant les tribunaux lors de procédures conformes aux normes internationales d'équité et de prendre des mesures de protection vis-à-vis des travailleurs syriens.

Des sources des services syriens de l'immigration auraient indiqué que, entre le 14 février et le 8 mars, les corps de plus de 20 travailleurs syriens avaient été ramenés en Syrie *via* le poste-frontière de Jdeide Yabous. Il semble que des milliers de Syriens ont fui le Liban à la suite des violences et des menaces dirigées contre leur communauté. Un grand nombre d'entre eux seraient partis sans percevoir le salaire qui leur était dû. Certains avaient réclamé, en vain, ce versement auprès de leur employeur.

Un grand nombre des victimes seraient mortes lors de l'incendie criminel de campements de tentes ou d'autres logements précaires occupés par les ouvriers, ou après avoir été emmenées dans des lieux isolés où elles devaient travailler. En outre, Amnesty International a appris qu'à la fin du mois de février, deux Syriens avaient été tués à Aramoun, au sud de Beyrouth, avant d'être jetés du toit d'un bâtiment de quatre étages. Le 19 mars, à Ghobeiri, dans la banlieue sud de la capitale, deux de leurs compatriotes auraient été tués à coups de couteau par un groupe de personnes en colère qui auraient ensuite pris la fuite. Deux autres Syriens auraient été tués, respectivement les 9 et 12 mars, à Tyr et à Beyrouth, dans le

quartier de Tariq Jdeide. On ignore toutefois la raison précise de leur mort.

Le 13 avril, Amnesty International a reçu une réponse de la Direction générale de la sécurité générale libanaise à sa demande d'information concernant les attaques, notamment les homicides, perpétrées contre des Syriens depuis le 14 février. L'organisation avait également cherché à savoir si un ou plusieurs des auteurs présumés de ces actes étaient traduits en justice. Parmi les attaques contre des Syriens recensées officiellement, on dénombre 31 affaires d'incendie criminel de logements provisoires de travailleurs entre le 27 février et le 23 mars, 43 agressions physiques – jets de pierres ou de grenades, coups de bâton, tirs d'armes à feu, ces actes s'accompagnant parfois de vols – entre le 1^{er} mars et le 6 avril –, deux enlèvements et un viol, l'incendie criminel ou la dégradation d'un certain nombre de véhicules et 17 cas de menaces proférées contre des personnes afin de les contraindre à quitter le pays.

Dans sa réponse, cependant, la Direction générale de la sécurité générale ne fournit aucun élément sur les homicides, y compris ceux perpétrés à Aramoun, Beyrouth et Tyr, ni sur les attaques commises en dehors des périodes mentionnées, ni sur d'éventuelles arrestations. Amnesty International craint que la confusion entourant les homicides et l'absence d'informations à propos de mesures qui auraient pu être prises pour déférer devant la justice les auteurs présumés signifie que les faits ne font pas l'objet d'une enquête exhaustive et que les travailleurs syriens ne bénéficient pas d'une protection appropriée.

En l'absence de chiffres précis, on estime qu'entre 400 000 et 600 000 Syriens travaillent au Liban, pour la plupart dans l'agriculture, le bâtiment, le commerce de détail et les services. Vingt personnes, peut-être davantage, ont été tuées dans l'explosion qui a coûté la vie à Rafic Hariri. Parmi elles se trouvaient au moins deux Syriens, ainsi que l'ancien ministre libanais Bassel Fleihan, qui a succombé à ses blessures le 18 avril. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>